

Nos engagements

Elections territoriales
du 20 et 27 juin 2021

Ecologia Sulidaria

la politique (re)prend des couleurs !



GÉNÉRATION·S
le mouvement



CC SPARTERA

DI U BENISTÀ DI L'ECONUMIA
Partager une économie locale et solidaire

D'I SAPÈ FÀ DI U RUGHJONE
Partager nos savoirs et cultiver nos solidarités

DI A DECISIONE
Partager nos décisions

Partager une meilleur qualité de vie
Partager nos territoires

NOS ENGAGEMENTS

Préservons nos biens communs

Page 6



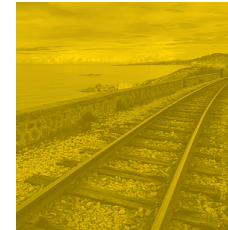
Sortons de la crise autrement

Page 8



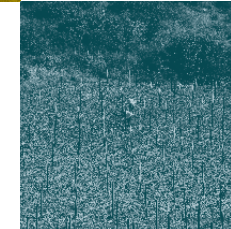
Inventons de nouveaux modèles de développement

Page 10



Orientons-nous vers la souveraineté alimentaire

Page 12



Assurons un revenu décent à toutes et tous

Page 14



Partageons la culture et l'ouverture au monde

Page 16



Gouvernons autrement

Page 18



A pandemia di Covid-19 hè una stonda di cumbugli enormi chì facenu cresce l'inugualità è tramandanu a nostra sucietà à una crisi economica è suciale senza parù. Hà fattu a dimustrazione di e dibbulezze, di e sbaffe e di u ristrettu di u mudellu dominante di sviluppu. Eppure, ùn deve piattà d'altronde altre crise planetarie maiò. U disgrastu climaticu cum'è u spufondu di a biodiversità sò oramai in opera, mettendu in disturbu u presente è in periculu u futuru.

Ùn si manca d'avisi chì speranu un « mondu di dopu ». Un mondu d'inugualità ridutte, in lu quale i diritti culturali seranu rispettati, in lu quale l'accessu à una alimentazione sana, à un alloghju cunvenevule, à modi di trasportu dolci è à servizii publichi di qualità assicutati. Un mondu piacevule à campà, cun menu pulluzione è induve e limite di a nostra pianeta seranu pigliate in cunsiderazione.

Dapoi anni è anni, a gravità di a situazione, e grosse inquietitudine maiò per u so avvene anu purtatu à l'arradicament di e granelle ecologiche, à tal puntu chì oghje, a « quistione ecologica » hè diventata una evidente priorità pulitica, ancu se i capizzoni di u « mondu d'innanzu » è di u capitalisimu/liberalisimu « acannitu » ci mettenu un forte frenu è aspezzu cun efficacità.

U « mondu di dopu » purtatu da u prugettu ecologicu, hè quellu di u benestà per tutti in le limite di ciò ch'ella pò purtà a nostra cumuna terra. S'accerta ogni ghjornu cun l'azzione di tutti quelli chì mettenu digià in opera è in ogni locu prugetti di ghjustizia suciale è ambientale. È deve cuntinuà à cuncretizassi à tutti i livelli territoriali. À partesi d'oghje, bisogna à ingaggià trasfurmazione radicale per indiansi verdi un avvene resiliente è solidariu è anticipà di manera efficace l'aggravazione di i sdirangiamenti climachi.

A Cullettività di Corsica hè per vacazione u spaziu pertinente di l' « agisce locale » ; hè una cullettività di prugetti. Ella impulsa e dinamiche è ne sustene l'attori. Noi vulemu move tuttu attempu una pulitica esigente di riparu è di trasfurmazione. Hè certa, isse trasfurmazione sò digià in opera in parechji territorii grazia, u più aspezzu, à iniziative citatinante, sustenute da certi eletti, ma a so incolpa resta troppu limitata è ùn hà micca u benefiziu d'una messa in sinergia razionale.

Noi bramemu chì a Cullettività di Corsica li sia alleata, partenaria in custruzione di prucessi cuoperativi, demucratichi è solidarii. À ella di riinventà servizii publichi accertendu a primuranza di a gestione publica di i « beni cumuni », d'impulsà è creà cundizione per sviluppu e suluzione à u livellu di l'urgenza suciale è ambientale attuale.

PRÉAMBULE

La pandémie de COVID-19 est un moment de grands bouleversements qui aggrave les inégalités et plonge notre société dans une crise économique et sociale sans précédent. Elle a montré les failles et l'impasse du modèle dominant de développement. Elle ne doit malheureusement pas masquer d'autres crises planétaires majeures. Le dérèglement climatique comme l'effondrement de la biodiversité sont déjà à l'oeuvre, altérant notre présent et mettant en péril notre futur.

Beaucoup espèrent et imaginent un « monde d'après ». Un monde où les inégalités seront réduites, où les droits culturels seront respectés, où l'accès à une alimentation saine, à un logement décent, à des modes de transport doux et à des services publics de qualité seront garantis. Un monde vivable où les pollutions auront diminué et où les limites de notre planète seront considérées.

Depuis plusieurs années, la gravité de la situation, les lourdes inquiétudes pour son avenir ont conduit à l'enracinement des graines écologistes, au point qu'aujourd'hui, la « question écologique » est devenue une évidence prioritaire politique, même si les tenants du « monde d'avant » et du capitalisme/libéralisme « dur » freinent avec force et souvent avec efficacité.

Le « monde d'après » que porte le projet écologiste, c'est celui du bien-vivre pour toutes et tous, dans les limites de ce que peut porter notre terre commune. Il se concrétise chaque jour par l'action de tous ceux qui mettent déjà en oeuvre localement des projets de justice sociale et environnementale. Et il doit continuer de se concrétiser à toutes les échelles territoriales. Des transformations radicales sont à engager dès maintenant pour mettre le cap sur un avenir résilient et solidaire et anticiper efficacement l'aggravation des dérèglements climatiques.

La Collectivité de Corse est par essence l'échelon pertinent pour « agir local » ; c'est une collectivité de projets. Elle impulse des dynamiques et soutient les acteurs. Nous voulons mener à la fois une politique exigeante de réparation et de transformation. Certes, ces transformations sont déjà à l'oeuvre dans de nombreux territoires grâce le plus souvent à des initiatives citoyennes, soutenues par certains élus, mais leur portée reste encore trop limitée et elles ne bénéficient pas d'une mise en synergie rationnelle.

Nous souhaitons que la Collectivité de Corse soit leur alliée, leur partenaire en construisant des processus coopératifs, démocratiques et solidaires. À elle de réinventer des services publics en affirmant la primauté de la gestion publique des « biens communs », d'impulser et de créer les conditions pour développer des solutions à la hauteur de l'urgence sociale et environnementale actuelle.



Définissons ensemble
le cadre pour défendre
la biodiversité

Préservons nos biens communs

Air, eau, terre sont nos biens à tous. Répondre aux défis climatiques oblige à une rupture radicale en matière d'urbanisme, de pratiques agricoles et de gestion de l'espace.



Corbs sur au-dessus d'un herbier de posidonie.



Etang de Biguglia.

Le PADDUC* a défini des orientations économiques et répertorié les espaces stratégiques agricoles, les zones fragiles, les sites protégés ou à mieux protéger... Il a défini un cadre, qui reste à compléter et surtout à faire respecter.

Défendre la biodiversité

Pour faire face aux menaces pesant sur la biodiversité exceptionnelle de la Corse nous proposons de faire voter par l'Assemblée un plan contraignant et opposable de sauvegarde et de mise en valeur, avec des objectifs sur 20 ans intégrant l'ensemble des dispositifs existants, comprenant :

- 1** La création de nouvelles réserves naturelles pour sanctuariser les sites fragiles.
- 2** L'interdiction des entrées sur le territoire d'espèces animales et végétales porteuses de nouvelles maladies.
- 3** Un plan global de sauvegarde des espèces menacées.
- 4** L'adoption de budgets climatiques à zéro impact biodiversité.
- 5** La protection efficace d'un des plus grands herbiers de posidonies de Méditerranée qui entoure notre île. Stockant 8 fois plus de carbone que les forêts, il joue un rôle capital dans l'atténuation du changement climatique.
- 6** La mise en cohérence des moyens de gestion des sites et la création d'une cellule de vigilance.

* PADDUC : Plan d'aménagement et de développement durable de la Corse.

La mise en place de ce plan territorial conditionnera l'attribution des aides aux porteurs de projets publics et privés, déterminera les acquisitions foncières, les programmes de recherches et les actions d'éducation et de partage des savoirs.

Freiner l'artificialisation des sols

- 1** En donnant un coup de frein à l'expansion urbaine de manière à préserver les espaces stratégiques qui ont un rôle modérateur dans le bouleversement du climat.
- 2** En reconnaissant le rôle capital des forêts : mieux les gérer pour éviter les incendies et développer leur valeur d'usage.

Réorienter la politique de l'eau

Notre capacité de stockage est fragile : à peine plus de 100 millions de m³ pour bientôt 100 millions de m³ consommés. Le plan de la CDC « Acquanosta 2050 » vise à augmenter la quantité d'eau disponible (surélévation des barrages, nouvelles réserves) et à veiller à sa qualité par la lutte contre toutes les pollutions. Il n'évitera pas la situation de « vulnérabilité » en cas de sécheresse. Il s'agit d'évoluer vers des pratiques agricoles moins gourmandes en eau, d'assurer une protection renforcée des zones humides, de financer massivement les collectivités pour les investissements de remise à niveau. Et de soumettre les décisions d'urbanisme aux ressources en eau : le mitage se traduisant souvent par des forages individuels qui ponctionnent excessivement les nappes.

Sortons de la crise autrement

Nous souhaitons un autre modèle de société, basé sur le partage : il s'appuie sur une politique d'emplois pérennes, non délocalisables, la valorisation de nos ressources et de nos savoirs-faire.

Mettre en œuvre la transition énergétique

Il s'agit d'intégrer l'objectif de réduction de la consommation dans les politiques territoriales en poursuivant la rénovation thermique de tout le bâti des collectivités (collèges, lycées, administrations...), portée par des entreprises locales.

Et de s'orienter vers une production d'énergie renouvelable et autonome : solaire (équipements des toits de hangars industriels), équipement des barrages en STEP, hydro-maréthermie, hydrogène, biomasse... et d'accompagner les particuliers et les petites collectivités vers l'autonomie énergétique.

Convoquer des États généraux de la conversion écologique de l'économie nous permettra d'élaborer de nouveaux dispositifs de formation et de conversion.

Convertir l'économie

Nous proposons :

- 1** D'accompagner les reconversions vers les filières « décarbonées » et de conditionner les aides à de meilleures pratiques énergétiques, de soutenir le passage de la propriété à l'usage : partage d'outils et de moyens.
- 2** D'aider les indépendants, commerçants, artisans à fabriquer « local » et de favoriser leur accès aux circuits courts.
- 3** La création d'ateliers artisanaux partagés, en favorisant la montée en puissance des « fablabs » pour l'expérimentation.
- 4** Un plan de développement des matériaux biosourcés : bois, paille, liège, terre et laine.
- 5** Donner la priorité à l'innovation et à la conversion écologique dans le soutien aux entreprises.
- 6** La relance de la filière bois par la formation, le soutien aux professionnels et surtout par la commande publique.
- 7** Le soutien par la commande publique de l'économie sociale et solidaire.



Transformer nos déchets en ressources

Il est urgent de proposer une approche qui traite les problèmes en amont et favorise la prévention.

Nous proposons :

- 1** La généralisation immédiate du tri des biodéchets, désormais obligatoire : compostage et/ou méthanisation au plus près.
- 2** Le geste de tri facilité par le porte-à-porte, avec incitation financière (modulation de la redevance), avec pour objectif 70 % de tri en 6 ans.
- 3** La diminution radicale des transports et du stockage, la maîtrise publique des déchets, y compris du transport (régie).
- 4** La prévention active (réhabilitation et création de fontaines par exemple) et la réduction des plastiques en amont.
- 5** Le recyclage local (verre en calcin pour le bâtiment et les routes, cartons pour litière animale) pour réduire l'enfouissement en vrac et le soutien massif à la création d'ateliers de réparation.
- 6** Aucun traitement thermique (incinération, CSR). Conformément à la loi, pas de tri mécano-biologique, ni enfouissement de déchets « en vrac ».

Inventons de nouveaux modèles de développement

La situation de crise sanitaire et écologique nous invite à poser un nouveau regard sur les transports, le tourisme, le logement. A réévaluer leurs impacts et à nous interroger sur nos modèles.



Se déplacer autrement

Au cœur de notre programme, nous avons à fournir un gros travail sur l'intermodalité entre le routier, le ferroviaire, le maritime l'aérien et les mobilités « actives » : vélo, marche.

1 Avec des solutions de transport en commun de qualité (public ou partagé) à moins de 10 minutes de chez soi.

2 Le déploiement rapide du train : ligne de la plaine, relance des projets de nouvelles lignes prévues à sa création. (Porti Vechju – Sartè – Aiacciu)

3 Un plan d'investissement massif pour les aménagements cyclables.

Favoriser un tourisme soutenable

Maîtriser les flux touristiques est une priorité. Il en va de l'habitabilité de notre île ! Le modèle actuel concentré sur la « saison » met une pression trop forte sur notre environnement : sur-fréquentation des sites sensibles, surdimensionnement des équipements.

Il pénalise la population qui a de plus en plus de difficultés à se loger à prix raisonnable, en raison d'une spéculation effrénée sur les locations saisonnières.

Il est temps de définir avec les professionnels un nombre de voyageurs optimal, de favoriser d'autres types de tourisme : sportif, culturel, de nature, en hiver. Et d'encadrer les formes de tourisme les plus impactantes (quotas, accompagnement par des professionnels).

Repenser la continuité territoriale

Le système actuel pour le fret :

1 Favorise une situation de concurrence intenable pour les produits locaux.

2 Génère une dépendance extrême au continent français, au détriment de pays plus proches comme l'Italie continentale ou la Sardaigne.

3 Augmente le bilan carbone et le coût des importations.

4 Engendre des situations de monopole pour les transporteurs routiers et maritimes, et des bénéfices colossaux ré-exportés.

5 N'a pas fait baisser les prix.

Il s'agit donc de réorienter les fonds publics pour cadrer les bénéfices, favoriser la création de richesses réelles et cesser de subventionner des produits concurrents.

Permettre à tous de se loger

1 Activer tous les leviers permettant de stopper la spéculation immobilière et de favoriser l'accès à des logements pour la population permanente à un coût raisonnable.

2 Accélérer la rénovation des 60 000 logements en déperdition thermique.



Déplacer le port de Bastia ?

Le choix de sa dimension, de son emplacement induisent des logiques économiques et de coûts qu'il est nécessaire de penser en amont.

Pour nous, le seul projet valable est celui de la requalification du port actuel. Le projet de déplacement à l'Arinella est le point de départ d'un développement incontrôlé dépassant la « capacité de charge » de notre île.



*Défendons la relocalisation
de notre alimentation...*

Orientons-nous vers la souveraineté alimentaire

La Corse importe 95% de son alimentation. Elle cumule la pression touristique sur le foncier agricole, l'abandon des terres de l'intérieur, les problèmes d'indivision et de spéculation. Il est temps de revenir à une économie productrice.

Nous ne devons en aucun cas nous engager dans la course à la compétitivité liée au modèle agro-industriel et perdue d'avance. Nous défendons la relocalisation de notre alimentation, les productions de qualité, respectueuses de la nature et de la condition animale.

Revoir les priorités

1 Réinventer « a terra di u cumunu » grâce à la préemption et l'acquisition par la CDC de terres agricoles pour installer des jeunes en location (longue durée, transmissible), sans investissement lourd en foncier ; en production bio, axée vers les circuits directs (cantines, hôpitaux, etc).

2 Réserver réellement les espaces stratégiques agricoles (ESA) en empêchant l'urbanisation des sols les plus fertiles sans possibilité de mesures compensatoires, en défendant les terres potentiellement agricoles et les espaces sensibles, devant la justice si nécessaire.

3 Privilégier une agriculture destinée à satisfaire les besoins locaux, en favorisant et en soutenant les circuits courts. Et réévaluer pour l'améliorer le modèle extensif d'élevage bovin (fourrière territoriale pour les animaux à l'abandon). Veiller au bien-être animal.

4 Préserver la terre par le changement de certaines pratiques agricoles : sortie rapide des pesticides, diffusion des variétés locales adaptées, plan de soutien à l'agroforesterie, développement de modes de cultures respectueux (permaculture, maraichage sur sol vivant, etc).

5 Réorienter la restauration collective qui doit devenir éthique, locale et bio (et sans plastique).

Favoriser l'autoproduction

1 Aider l'autoproduction par le développement de jardins partagés ou communautaires avec un accès facilité à l'eau d'arrosage (réservoirs), la réhabilitation des terrasses.



Développer la pêche raisonnée

- Etudier la possibilité de créer une flotte de bateaux appartenant à la CDC, loués aux pêcheurs, là aussi pour éviter les investissements lourds ; et valoriser les formations du lycée maritime.

- Poursuivre les suivis de populations de poissons et créer si besoin des zones supplémentaires de cantonnement ; négocier une augmentation des quotas de thon et d'espadon pour la Corse ; maîtriser la concurrence de la pêche de loisir.

- Poursuivre les recherches sur les espèces marines, et veiller à un développement aquacole respectueux d'un strict cahier des charges (bio).



20% de la population insulaire vit avec moins de 1000 euros/mois.

Assurons un revenu décent à toutes et tous

En réponse à la pauvreté, à la crise et aux mutations, le revenu universel s'impose.

Au cœur de notre programme, il renouvelle les solidarités et valorise les activités liées à la transition écologique et sociale.



En décembre 2020, la CDC a voté à l'unanimité un projet préconisant un revenu mensuel de 500 euros à tous les habitants de l'île, sans conditions. Il s'agit d'aller plus loin en complétant les minima sociaux ou revenus pour que plus personne ne vive en dessous du seuil de pauvreté (environ 1 000 € par mois).

Expérimenter un revenu de transition écologique

Expérimenter localement et tout de suite le « Revenu de transition écologique » en rétribuant ceux et celles qui souhaitent développer ou participer à un projet/une activité liés à cette transition. Les bénéficiaires seront formés, soutenus et adhéreront à une structure coopérative, privée ou publique, associant divers partenaires (entreprises, associations, collectivité...) En Corse, où les besoins non satisfaits et trop lourds à financer par les collectivités sont nombreux, il permettrait de développer de nouveaux services ou productions : par exemple la collecte et le broyage des déchets verts à domicile pour éviter les brûlages très polluants ; ou à la récupération et remise en état du matériel médical usager (fauteuils, lits), etc.

Progresser vers le ravinutu universale

Pour des raisons financières, sa mise en application sera progressive, en ciblant en priorité les jeunes (18/25 ans) souvent confrontés à une extrême précarité. Ce RU donnerait aux jeunes l'autonomie nécessaire pour choisir librement leur voie, poursuivre leurs études plus librement (un étudiant sur 4 travaille). Versé sans conditions, couplé à un contrat social, il permettra de développer et soutenir les activités non prises en compte aujourd'hui : aidants de personnes handicapées ou âgées, reconversions professionnelles, formations longues, bénévolat. Le revenu de base n'est donc pas le fossoyeur de la « valeur travail », il reconnaît la valeur du travail.





Partageons la culture et l'ouverture au monde

La culture, fragilisée par la prédominance de l'économie de marché n'est pas le privilège de quelques uns. Lui associer un plus grand nombre d'acteurs et défendre les droits culturels de chacun sont nos priorités.



Poursuivre la défense di a lingua corsa

- Dans l'espace public, en passant par la généralisation de l'affichage toponymique et des panneaux signalétiques bilingues.
- En soutenant les médias en langue corse, la communication bilingue des collectivités territoriales, la création artistique en langue corse, les classes bilingues et immersives de l'école à l'université.
- En créant un service public pour la distribution du livre corse.

Lutter contre les déséquilibres territoriaux et genrés

- 1** En favorisant l'installation d'équipes artistiques en résidence dans les zones déficitaires en infrastructures culturelles.
- 2** En maillant le territoire de lieux de culture, permanents ou mobiles et en construisant (ou aménageant) des bibliothèques et des médiathèques dans chaque micro-région.
- 3** En étendant le 1 % artistique (pourcentage de l'investissement dans la construction neuve consacré à la production d'une œuvre artistique) à toutes les constructions et travaux dépendant de la Collectivité de Corse.
- 4** En adoptant un système de subventions sensible au genre pour lutter contre les stéréotypes.

5 En réfléchissant à la manière d'accueillir dignement les réfugiés climatiques que la Corse pourrait, pour sa part, recevoir.

Démocratiser l'accès à la culture

- 1** En développant la médiation culturelle, afin de coordonner les initiatives des micro-régions et de les promouvoir auprès des différents publics. C'est l'indispensable interface entre le pôle culture de la Collectivité de Corse et les territoires.
- 2** En créant un défenseur des droits culturels, chargé de veiller à leur respect sur l'ensemble du territoire.

Renouveler les pratiques de financement

- 1** S'émanciper du rapport « subventionné/subventionneur » et se diriger vers un modèle plus collaboratif et partenarial par l'intermédiaire de SCOP, SCIC, AMACCA*.
- 2** Soutenir, voire créer des coopératives d'utilisation de matériel culturel (CUMC) sur le modèle des CUMA en agriculture.
- 3** Systématiser les passages en commission de financement pour repérer les talents nouveaux.
- 4** Créer une structure nouvelle réunissant à parts égales d'un côté la CDC et les intercommunalités, de l'autre les acteurs culturels, pour co-construire et co-gérer la politique publique de la culture en Corse.

*AMACCA : association pour le maintien des alternatives en matière de culture et de création artistique.



La décentralisation du pouvoir vers les territoires est vitale pour la Corse...



Gouvernons autrement

Il reste encore beaucoup à faire pour améliorer la transparence, réorganiser les services de la Collectivité, rapprocher la CDC des élus de proximité et de la société civile pour mieux les associer aux décisions.



Faire de la politique autrement, c'est être exemplaire, interroger le rôle des élu.e.s et de l'administration pour faire vivre de façon permanente la démocratie locale. Il s'agit de mieux partager les décisions.

Renforcer la transparence et l'efficacité

- 1** En rendant obligatoire et accessible la description du patrimoine des élus territoriaux et une déclaration d'intérêts.
- 2** En clarifiant l'accès aux services de la CDC et de ses agences : savoir « qui fait quoi » par un organigramme visible.
- 3** En refusant le cumul des mandats.
- 4** En proscrivant tout partenariat avec les banques disposant d'actifs dans les paradis fiscaux et finançant les investissements lourds en impact climatique.
- 5** En améliorant l'accès aux financements possibles (collectivités, agences), et en accélérant les délais de réponse, de prise de décision, de paiement.

Valoriser la participation citoyenne

- 1** En mettant en place des consultations et des budgets participatifs.

- 2** En soutenant les initiatives citoyennes visant la réappropriation des espaces publics, l'ouverture de crèches parentales, de maisons autogérées pour personnes âgées, d'habitat coopératif, de jardins partagés...

- 3** En introduisant des référendums d'initiative territoriale, à l'initiative de l'Exécutif, d'un groupe constitué à l'Assemblée, ou de 1 000 citoyens.

- 4** En permettant aux citoyens de contribuer financièrement aux acquisitions foncières pour l'extension du « Cumunu » (les biens communs) ou à la gestion des sites sensibles.

Être un employeur exemplaire

- 1** En assurant une commande publique à impact positif, et en restant vigilant sur l'égalité femmes/hommes, la santé et la qualité de vie au travail.
- 2** En pensant toutes les politiques dans une optique d'inclusion et d'accessibilité pour toutes et tous.



Vers l'autonomie

La décentralisation du pouvoir vers les territoires est vitale pour la Corse. L'expérience récente de la crise sanitaire en a fourni une preuve supplémentaire. A l'inverse de la vision minimaliste de « déconcentration » prônée par l'actuel pouvoir, nous affichons clairement notre volonté d'aller vers un statut d'autonomie, pour maîtriser nos choix pour l'avenir.

Pour en savoir plus :
www.ecologia-sulidaria.corsica

Echangeons et likez :



YouTube

Retrouvez le programme complet en flashant ce QR-Code ou sur notre site internet.



Ecologia
Sulidaria

la politique (re)prend des couleurs !

Imprimé sur papier issu de forêts gérées durablement. Ne pas jeter sur la voie publique. Crédits photos : Magalie Cancel, Arnaud Torrelli.



GÉNÉRATION·S
le mouvement

